



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE TRAVAUX**










---

**Accord-cadre pour des travaux de rénovation, de  
restructuration et d'entretien courant des bâtiments  
de l'Université Clermont Auvergne : LOT 01-63-  
Electricité - Sites du Puy de Dôme**







---

**Université Clermont Auvergne  
49 Boulevard François Mitterrand  
CS 60032  
63000 CLERMONT-FERRAND**

## L'ESSENTIEL DE L'ACCORD CADRE

	<b>Objet</b>	Accord-cadre pour des travaux de rénovation, de restructuration et d'entretien courant des bâtiments de l'Université Clermont Auvergne : Electricité - Sites du Puy de Dôme
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	6 mois renouvelable 3 fois un an
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec

## L'ESSENTIEL DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

	<b>Forme des MS</b>	Par marché subséquent
	<b>Fréquence d'attribution des MS</b>	A la survenance du besoin
	<b>Critères d'attribution des MS</b>	Spécifiques aux marchés subséquents
	<b>Délai d'exécution des MS</b>	Défini par marché subséquent
	<b>Pénalités de retard</b>	Prévues dans l'accord-cadre
	<b>Résiliation des MS</b>	Prévue dans l'accord-cadre

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat.....	5
1.3 - Type d'accord-cadre.....	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	6
1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents .....	6
2 - Pièces contractuelles .....	7
3 - Intervenants .....	7
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	7
3.2 - Contrôle technique.....	7
3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	7
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel .....	7
6 - Durée et délais d'exécution.....	8
6.1 - Durée du contrat .....	8
6.2 - Reconduction.....	8
6.3 - Durée / Délais d'exécution des bons de commandes et des marchés subséquents.....	8
7 - Prix.....	8
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
7.2 - Modalités de variation des prix.....	9
8 - Garanties Financières.....	9
9 - Avance.....	9
10 - Modalités de règlement des comptes.....	10
10.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	10
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	10
10.3 - Délai global de paiement .....	11
10.4 - Paiement des sous-traitants .....	11
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	11
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	11
11.2 - Implantation des ouvrages.....	11
11.3 - Préparation et coordination des travaux .....	11
11.3.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	11
11.5.1 - Gestion des déchets de chantier.....	11
11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	12
11.5.3 - Documents à fournir après exécution .....	12
12 - Développement durable et clauses sociales .....	12
13 - Réception .....	13
13.1 - Réception des travaux.....	13
13.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	13
14 - Garantie des prestations.....	13
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	13
16 - Pénalités.....	13
16.1 - Pénalités de retard .....	13
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	13
16.3 - Autres pénalités spécifiques.....	14
17 - Assurances.....	14
18 - Résiliation du contrat.....	14
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	14

18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents .....	14
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
19 - Règlement des litiges et langues .....	15
20 - Dérogations .....	15

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Accord-cadre pour travaux de rénovation, de restructuration et d'entretien courant des bâtiments de l'UCA  
Cet accord-cadre définit les termes régissant les marchés passés sur son fondement, désignés ci-après marchés subséquents, ainsi que les bons de commande établis sur son fondement.

### Définition du marché subséquent :

Les marchés subséquents sont les marchés passés après remise en concurrence. Le titulaire du marché subséquent est tenu de respecter les termes de l'accord-cadre.

### Définition du bon de commande :

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation, ni remise en concurrence préalable des titulaires.

Le titulaire, pour répondre à la demande du maître d'ouvrage, devra respecter strictement les prix annoncés au bordereau de prix unitaire du présent accord cadre. Ces prix seront considérés comme des prix plafonds.

Un chiffrage pourra être demandé, il devra être fourni dans un délai de 7 jours calendaires maximum. Les articles hors BPU feront l'objet d'un rabais selon un coefficient attribué sur le BPU du présent accord-cadre.

Le délai d'exécution est inscrit sur le bon de commande transmis au titulaire.

En cas d'urgence (risque imminent, dangerosité...), les demandes seront exclues de l'accord-cadre.

Ce marché fait l'objet d'une clause sociale d'insertion uniquement dans le cadre des marchés subséquents. L'objectif de cette clause est de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Les modalités d'application figurent en annexe 2 à l'Acte d'Engagement.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à plusieurs opérateurs économiques (dans la limite de quatre).

## 1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande et à la conclusion de marchés subséquents.

La forme des marchés sera définie par chaque marché subséquent.

## 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les commandes peuvent être exécutées par tous les titulaires de l'accord-cadre.

Afin de gérer l'équité des commandes passées, un seuil d'alerte et seuil de blocage sont déterminés, selon les modalités définies dans l'article 8.4 du règlement de consultation.

Lesdits seuils seront vérifiés, contrôlés et ajustés pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Un bon de commande sera établi pour toute estimation inférieure à 15 000€ HT, sans remise en concurrence, sur la base du bordereau de prix unitaires, en vigueur, selon les modalités d'attribution définies dans le présent CCAP.

Le délai d'exécution sera précisé lors de l'envoi du bon de commande et devra impérativement être respecté. Seuls les agents de la Direction du Patrimoine Immobilier et l'Energie, mentionnés ci-dessous sont autorisés à valider les demandes de bons de commande (la liste définitive et nominative sera transmise à la notification de l'acte d'engagement) :

- Equipe DPIE UCA : Ensemble chargés d'opérations et responsables maintenance
- Equipe IUT : Responsable maintenance du Puy de Dôme
- Equipe INSPE : Responsable maintenance INSPE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réaliser des marchés subséquents avec remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, quel que soit le montant, s'il l'estime nécessaire.

Un chiffrage conforme au BPU pourra être demandé, il devra être fourni dans un délai de 7 jours calendaires maximum.

## 1.5 - Conditions d'attribution des marchés subséquents

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence des titulaires du lot correspondant à l'objet du marché subséquent. Cette remise en concurrence intervient lors de la survenance du besoin.

Une lettre de consultation est envoyée à l'ensemble des titulaires, accompagnée des éléments nécessaires à la construction de leur offre (plans guides, descriptif détaillé des travaux, DPGF...), ainsi que le nombre d'heures relatives à la clause d'insertion sociale.

L'ensemble des titulaires de l'objet du marché s'engagent à réserver dans l'exécution des marchés subséquents un minimum d'heures de travail qui sera déterminé pour chaque marché subséquent nécessaires à la production des prestations pour assurer la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Lesdits titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

- Les offres seront remises par voie électronique à l'adresse mail précisée dans la lettre de consultation.
- Le délai laissé aux titulaires de l'accord-cadre pour envoyer leurs offres dans le cadre d'une remise en concurrence pour l'attribution d'un marché subséquent sera au minimum de 7 jours calendaires. Ce délai sera précisé lors de chaque remise en concurrence.
- Une visite des locaux pourra être exigée par l'UCA pour certains marchés subséquents.

Pièces à fournir par les candidats lors de chaque remise en concurrence :

- Un devis quantitatif et estimatif et/ou la DPGF complétée ;
- Une proposition technique ;
- Toute autre pièce jugée nécessaire par le pouvoir adjudicateur et réclamée dans la lettre de consultation.

Critères	Pondération
1- Prix des prestations	De 30.% à 70.0%
2- Délai d'exécution	De 30.% à 70.0%

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaire complété
- Le cadre du mémoire technique complété

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

Pour les travaux achetés par bons de commande, la maîtrise d'œuvre sera assurée en interne au sein de l'université.

Pour les travaux commandés par marché subséquent, la maîtrise d'œuvre ainsi que ses missions seront éventuellement précisées dans chaque marché subséquent.

### 3.2 - Contrôle technique

Le contrôle technique pourra être nécessaire pour certains bons de commande ou marchés subséquents.

### 3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission SPS pourra être nécessaire pour certains bons de commande ou marchés subséquents.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 6 mois à compter de la date de notification. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 6 mois puis de 12 mois renouvelables 3 fois soit 42 mois dans sa totalité.

### 6.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement, chaque année, par période successive d'un an, sans pouvoir excéder trois reconductions.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, les titulaires de l'accord-cadre ne pourront prétendre à aucune indemnité.

### 6.3 - Durée / Délais d'exécution des bons de commandes et des marchés subséquents

Chaque bon de commande détermine son propre délai d'exécution.

Chaque marché subséquent détermine son propre délai ou sa durée d'exécution.

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix unitaire pour les bons de commande et forfaitaire pour les marchés subséquents.

Pour les produits hors BPU, le titulaire consentira un pourcentage de remise minimum sur son catalogue grand public, qu'il appliquera pendant toute la durée du marché. Ce pourcentage est indiqué dans le BPU.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander aux titulaires de l'accord-cadre les tarifs fournisseurs.

- Pour les marchés subséquents : les prix figurants dans les BPU sont plafonnés et ne pourront être revus à la hausse lors de la remise en concurrence. Ils pourront toutefois être revus à la baisse.

- Pour les bons de commande : les prix sont unitaires. La facturation devra être fidèle aux prestations réalisées.



## 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (BT47 (n-4) / BT47 (o-4))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-4) : valeur de l'index de référence au mois n diminué de 4 mois
- Index (o-4) : valeur de l'index de référence au mois zéro diminué de 4 mois : **soit février 2025**

Les mois " n-4 " retenu pour le calcul de chaque révision périodique sont les suivants :

- juillet 2025 : pour la période de décembre 2025 à novembre 2026
- juillet 2026 : pour la période de décembre 2026 à novembre 2027
- juillet 2027 : pour la période de décembre 2027 à novembre 2028

**Pour la première période de 6 mois, il n'y aura pas de révisions de prix.**

Le titulaire s'engage à transmettre dans sa demande par écrit, le BPU révisé, au moins 15 jours avant chaque échéance de reconduction à La Direction du Patrimoine Immobilier et de l'Energie de l'Université Clermont Auvergne.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations ou réserves sur les justifications apportées. Passé ce délai, les nouveaux prix deviennent applicables.

A défaut de proposition par le titulaire, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année entière. Le titulaire renonce à toute révision de ses prix pour l'année courante sans demande de sa part dans les délais indiqués ci-dessus.

## 8 - Garanties Financières

**Seuls les marchés subséquents sont soumis aux garanties financières.**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché subséquent (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

**Aucune retenue de garantie ne sera effectuée sur les bons de commande inférieurs à 15 000.00€ HT.**

## 9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

### 10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002806100013
- Code service : DIL

### **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **10.4 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **11.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

### **11.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **11.3.1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Des plans de prévention seront établis par la maîtrise d'ouvrage.

Suivant les projets, un CSPS sera mandaté.

### **11.4 - Installation et organisation du chantier**

#### **11.4.1 - Installation de chantier**

Les dispositions concernant l'installation et l'organisation du chantier seront définies par chaque marché subséquent.

#### **11.4.2 - Signalisation de chantier**

Les dispositions concernant l'installation et l'organisation du chantier seront définies par chaque marché subséquent.

### **11.5 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### **11.5.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **11.5.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

#### **11.5.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Dossier des Ouvrages Exécutés (PV, Note de calcul, Fiches techniques, Recettage, Mise à jour des schémas électriques...).

Les documents graphiques devront être mis à jour selon la charte graphique de l'Université Clermont Auvergne (plans AutoCAD).

L'entreprise devra justifier par la remise d'une attestation de l'exécution des heures d'insertion pour chaque marchés subséquent dans son DOE.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 500,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **12 - Développement durable et clauses sociales**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

A titre d'exemple : Livraison/emballage en vrac plutôt qu'en petit conditionnement, récupération ou réutilisation des emballages, livraisons des marchandises dans des conteneurs réutilisables, collecte et recyclage des déchets produits...

**Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social ne concernent que les marchés subséquents.**

Le marché comprend une clause sociale d'insertion visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes en difficulté. L'entreprise titulaire s'engage à réaliser un volume d'heures d'insertion, selon plusieurs modalités possibles : embauche directe, mise à disposition par une structure spécialisée, ou sous-traitance. Les bénéficiaires doivent répondre à des critères précis d'éloignement de l'emploi ou appartenir à des structures reconnues. La Cellule Emploi Grands Chantiers (CEGC) accompagne les entreprises, assure le suivi et contrôle la bonne exécution de la clause. Le non-respect de ces engagements peut entraîner des pénalités (50 €/heure non réalisée ou en cas de manquements divers). La clause peut être suspendue en cas de difficultés économiques justifiées. Enfin, les heures d'insertion peuvent être mutualisées sur d'autres marchés.

## **13 - Réception**

### **13.1 - Réception des travaux**

#### **13.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux de l'accord-cadre dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

La réception de chaque bon de commande a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux le concernant dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux. Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux du bon de commande sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Par ailleurs, chaque marché subséquent définira ses propres conditions de réception.

## **14 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Conformément à l'article 48 du CCAG-Travaux, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

## **16 - Pénalités**

### **16.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 1,00/3000, conformément aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 150,00 €.

Conformément aux stipulations de l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,00 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 10 jours.

### **16.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 16.3 - Autres pénalités spécifiques

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 200,00 € par absence.

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités pour non remise en état des lieux	Forfaitaire	500,00 €	
Pénalité pour absence non justifiée aux réunions de chantiers	Par absence non justifiée	200,00 €	
Pénalités pour non remise de documents	Journalière	500,00 €	

## 17 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

## 18 - Résiliation du contrat

### 18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 18.2 - Conditions de résiliation des marchés subséquents

Les conditions de résiliation de chaque marché subséquent sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation de chaque marché subséquent pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **19 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **20 - Dérogations**

- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 50.4 du CCAG - Travaux